Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le destin du Panama passe par son canal

Par Sébastien Brulez
Mondialisation.ca, 19 octobre 2006
Le Journal du Mardi 19 octobre 2006

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Économie

Le 22 octobre prochain, 2 millions de Panaméens se rendront aux urnes afin de décider du futur de leur canal. Présenté en mars dernier, le projet du gouvernement de Martin Torrijos d'élargir la voie interocéanique doit en effet être approuvé par référendum. L'Autorité du Canal de Panama (ACP) projette de construire un troisième jeu d'écluses afin de permettre le passage de bateaux Post-Panamax et de garantir la compétitivité du canal face à l'augmentation de la demande mondiale.

« *Panama, c'est beaucoup plus qu'un canal.* » Ce slogan de l'Institut Panaméen du Tourisme (IPAT) en dit long sur l'envie de cette nation centre-américaine d'être perçue comme autre chose qu'un « pays-canal ». Pourtant toute son histoire, depuis son indépendance jusqu'à la vie politique actuelle, tourne autour de la voie d'eau reliant l'Atlantique au Pacifique (voir ci-dessous). Véritable pilier de l'activité économique le canal a engrangé, pour l'année 2005, 1 209 millions de dollars. Ce qui correspond à un apport de 488 millions au Trésor national. Selon l'économiste Nicolás Ardito Barletta, le canal et ses activités connexes (on y trouve la deuxième zone franche du monde, après Hong Kong) représentent environ 20 % du Produit Intérieur Brut (PIB) [1].

Le canal, une bouée de sauvetage ?

Pour justifier l'investissement de 5 250 millions de dollars que représente l'éventuel élargissement du canal, les partisans du « oui » avancent divers arguments. Le premier est la nécessité de maintenir le canal compétitif sur le marché mondial, afin de répondre à l'augmentation du trafic maritime et notamment des bateaux Post-Panamax. Les défenseurs de l'élargissement avancent aussi le danger d'un canal non élargi qui serait délaissé (l'ACP estime qu'il atteindra sa capacité maximale en 2012) par les armateurs pour d'autres routes comme le canal de Suez, le transport terrestre par les Etats-Unis ou le Mexique, ou encore la récente proposition du Nicaragua de construire son propre canal.

Mais l'argument qui pèse certainement le plus auprès des Panaméens, riches comme pauvres, est la promesse de la création d'emplois et de prospérité pour le pays. L'Autorité du Canal de Panama prévoit la création de 40 000 postes de travail durant la période de construction, parmi lesquels 7 000 seraient directement affectés à l'oeuvre d'élargissement. Pour 2025, l'ACP promet entre 150 000 et 250 000 emplois indirects et 1,2 % additionnels de croissance économique annuelle.

Ces dernières années, les bénéfices du canal et ses contributions au budget national n'ont cessé d'augmenter. Les 6 années d'administration panaméenne ont rapporté au pays autant que les 85 ans passés sous contrôle nord-américain, c'est-à-dire environ 1 800

millions de dollars. Cependant, si depuis 2003 la croissance économique est elle aussi en hausse, 40 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté. Et les différents traités de libre-échange (TLC, sigles en espagnol) signés ou en cours de négociation, n'ont évidemment pas favorisé le développement de services publics qui font cruellement défaut.

La transparence du projet remise en cause

A quelques jours du référendum, la campagne bat son plein. Le « oui », soutenu par le gouvernement, l'ACP et les entreprises, dispose d'un budget colossal et d'une visibilité non négligeable par rapport au « non ». Le dernier sondage publié par *Latin Research Network*, indique que l'élargissement l'emporterait haut la main avec 79 % des voix, contre 21 % pour les partisans du « non » [2].

Ceux-ci sont représentés par différentes associations civiles comme le FRENADESO (Front national de Défense des droits économiques et sociaux), des syndicats ou encore par certains intellectuels. Les principaux arguments avancés contre le projet sont le manque de transparence de celui-ci, le coût de l'oeuvre qui hypothéquerait l'avenir du pays pour plusieurs décennies (ce que nie l'ACP qui prétend pouvoir payer les travaux par fonds propres, en augmentant le prix de la traversée), ou encore l'impact écologique de l'élargissement. En ce qui concerne ce dernier, aucune étude détaillée n'a été menée par l'Autorité Nationale de l'Environnement (ANAM, sigles en espagnol) jusqu'à ce jour.

Les promesses de l'ACP ne convainquent pas l'ensemble de la population et les défenseurs du « non » (qui ne sont pas tous contre le principe d'élargir le canal mais qui appellent à la prudence et plaident pour l'élaboration d'un « plan national de développement ») craignent une surévaluation de la demande future et par conséquent, une surestimation des revenus de l'ACP dans les prochaines décennies. Les conséquences d'une telle erreur de calcul seraient bien entendu désastreuses pour la population panaméenne et pour l'endettement du pays. La dette publique panaméenne atteint déjà 10 601 millions de dollars et l'Etat prévoit d'emprunter 1 176 millions supplémentaires en 2007 [3].

En cas d'approbation du projet d'élargissement, l'ACP détiendra le futur la nation entre ses mains. Un succès apporterait évidemment un bol d'air à tous les Panaméens. Mais le fait que l'élargissement ne soit lié à aucun « plan de développement national » explicitant comment seront utilisés les bénéfices éventuels pour en finir avec les inégalités sociales et le chômage, préoccupe aussi les sceptiques. Dans un pays où la corruption et le clientélisme sont monnaie courante, la question n'est pas superflue.

******

Le Panama en quelques dates

28 novembre 1821 : Panama gagne son indépendance face à l'Espagne et rejoint en 1822 la Grande Colombie de Simón Bolívar.

10 novembre 1880 : Inauguration des travaux en vue de la construction d'un canal de 70 km à travers l'isthme. L'oeuvre est confiée au Français Ferdinand de Lesseps et doit durer 10 ans.

9 février 1889 : Interruption des travaux et dissolution de la Compagnie Universelle du Canal interocéanique. Bilan de cette dernière : 33 km creusés, 22 000 ouvriers décédés (principalement à cause de la fièvre jaune et de la malaria) et un scandale financier

accompagné d'une faillite. Quelques années plus tard, en 1900, les Etats-Unis acquerront les droits de construction du canal pour 40 millions de dollars.

4 novembre 1903 : Avec l'aide des Etats-Unis, le Panama se sépare de la Grande Colombie et devient un Etat indépendant.

28 décembre 1903 : A peine deux mois après son indépendance, le gouvernement provisoire panaméen signe le Traité Hay-Bunau-Varilla qui octroie aux Etats-Unis l'utilisation, l'occupation et l'administration à perpétuité d'une bande de terre de 16 km de large à travers l'isthme, en vue de la construction d'un canal. En compensation, les Etats-Unis versent 10 millions de dollars à la jeune République et s'engagent à lui allouer 250 000 dollars annuellement.

15 août 1914 : Inauguration du canal de Panama.

7 septembre 1977 : Le Président Omar Torrijos (père de l'actuel Président, Martin Torrijos), arrivé au pouvoir en 1968 par un coup d'Etat, signe les accords Torrijos-Carter. Ceux-ci reconnaissent la souveraineté panaméenne sur la zone du canal et prévoient la réduction des bases militaires nord-américaines, ainsi que le départ progressif des Américains jusqu'à la réversion complète du canal au Panama en décembre 1999.

20 décembre 1989 : Les Etats-Unis envahissent le Panama et renversent le général Manuel Antonio Noriega.

31 décembre 1999 : Le canal est rendu au Panama. Cependant, les Etats-Unis se réservent le droit d'intervenir militairement à tout moment afin de « garantir la neutralité du canal ».

Notes:

[1] M. Mercedes de la Guardia, « Ampliar o no el canal, he ahí el plebiscito », in IPS, septembre 2006, http://www.ipsnoticias.net/nota.asp....

[2] R. Rodríguez, « Se consolida el 'sí' », in La Prensa, 11 octobre 2006.

[3] M. Palacios Ramsbott, « Deuda seguirá reciendo », in La Prensa, 10 octobre 2006.

Source : http://www.journaldumardi.be/, 16 octobre 2006.

La source originale de cet article est Le Journal du Mardi
Copyright © Sébastien Brulez, Le Journal du Mardi, 2006

Articles Par : Sébastien Brulez

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca